

Dans le discours des responsables politiques locaux, l'économie est au service de l'Homme (avec un sous-entendu comme quoi ce ne doit pas être l'inverse). Dans cette perspective, l'action municipale est manifestement guidée par l'objectif de fournir du travail à tous les Manceaux, ou du moins à un maximum de Manceaux puisque la conjoncture économique n'est pas favorable au plein emploi, et non par le seul développement économique, comme cela a pu transparaître dans le discours d'autres maires de grandes villes dans la fin des années 1980. Le développement économique n'est « utile » que dans la mesure où il est créateur d'emplois, d'autant que, quels que soient les moyens de cette politique, les résultats restent largement dépendants de facteurs externes (la conjoncture, la mondialisation, la situation géographique relative de la ville, etc.), ce qui semble parfois laisser perplexe l'équipe municipale. En fait, alors que l'économie est le moteur du fonctionnement d'une ville, c'est aussi le constituant du système urbain qui est le plus difficile à infléchir par une volonté politique, à la fois pour des raisons historiques, les collectivités territoriales n'ont la capacité d'intervenir dans ce domaine que depuis les lois de décentralisation de 1982, et pour des raisons liées à la confrontation de deux pouvoirs. Le pouvoir économique, bien que plus diffus, est en effet aussi efficace, sinon plus, que le pouvoir politique. La part d'aléatoire que comporte toute intervention politique dans le domaine économique, certaines déceptions aussi, font que celui-ci se considère comme un animateur (parmi d'autres) du système local d'activité et d'emploi plus que comme l'instigateur d'une véritable politique économique.